



ILCEA

Revue de l'Institut des langues et cultures
d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie

18 | 2013

Les frontières dans le monde hispanique

Repenser les populismes en Amérique latine et au-delà. Des figures du conflit à la guerre des mémoires

Rethinking Populism in Latin America and Beyond. Expressions of Conflict versus War of Memories

Frédérique Langue et Edgardo Manero



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/2103>

DOI : 10.4000/ilcea.2103

ISSN : 2101-0609

Éditeur

UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

ISBN : 978-2-84310-251-6

ISSN : 1639-6073

Référence électronique

Frédérique Langue et Edgardo Manero, « Repenser les populismes en Amérique latine et au-delà. Des figures du conflit à la guerre des mémoires », *ILCEA* [En ligne], 18 | 2013, mis en ligne le 11 juillet 2013, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/2103> ; DOI : 10.4000/ilcea.2103

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© ILCEA

Repenser les populismes en Amérique latine et au-delà. Des figures du conflit à la guerre des mémoires

Rethinking Populism in Latin America and Beyond. Expressions of Conflict versus War of Memories

Frédérique Langue et Edgardo Manero

Le contexte créé dans la dernière décennie du ^{xx}e siècle en Amérique latine par l'émergence sur le plan électoral de nouvelles forces et leaders politiques a réintroduit le débat sur le populisme et le nationalisme, entraînant un regain d'intérêt pour l'analyse comparée mais également conceptuelle. La mise en perspective des représentations sociales et pratiques politiques liées au populisme, à même d'expliquer cette résurgence, se fonde sur un constat : en ce début du ^{xxi}e siècle, le spécialiste de sciences sociales se trouve confronté à une série d'expériences politiques inédites voire à une « nouvelle matrice socio-politique ». Y réapparaissent en effet des caractéristiques que les sciences sociales et politiques avaient précédemment classées dans la catégorie « populiste » tout en les délaissant au profit d'autres grilles de lecture liées à l'exercice d'une démocratie retrouvée (pays du cône sud) bien que fortement débattue (gauches dites de rejet ou de gouvernement, démocraties pluralistes ou autoritaires). De nouvelles formes de représentation politique et de gouvernance fondées sur des modes de participation élargis (démocratie participative) se sont faites jour. Devant la variabilité des situations et l'évolution des pratiques politiques d'inspiration populiste, il convient dès lors de revenir sur les interprétations d'un concept. Nous souhaiterions à cet égard nous appuyer plus particulièrement sur les cas argentin et vénézuélien, dont l'histoire demeure indissociable à bien des titres du phénomène populiste. Dans cette perspective, un point clef consistera à dégager des spécificités fréquemment occultées par la médiatisation des leaders et des régimes concernés, à savoir les mythes nationaux sur lesquels s'appuient les discours mobilisateurs de ces mêmes leaders¹.

Les modalités de l'écriture de l'histoire et la prise en compte des représentations politiques et sociales qui y président, permettent d'autre part de mettre en exergue cet élément majeur de ces régimes fondés sur l'« appel au peuple » : le conflit, à la fois fondateur et justificatif de projets politiques. D'où la nécessité de reconsidérer les paradigmes historiques convoqués afin de renforcer le discours populiste et ses pratiques effectives, démarche peu usitée chez les auteurs ayant abordé la question. Malgré des usages du passé fortement intégrés voire revendiqués par l'imaginaire politique des nations concernées, il s'avère en effet qu'il est des « passés qui ne passent pas », ou, en revanche, des inscriptions dans le long terme de pratiques politiques qui, tout en visant à la justification du temps présent, se fondent sur des paradigmes anciens. Il s'agit à la fois de refonder la nation et de rompre avec ce même passé : ainsi l'« Ancien Régime » ou la « IV^e République » du Venezuela, par opposition à la « V^e République » de la Révolution bolivarienne, sur le modèle français².

Le retour de l'histoire...

L'Amérique latine de la globalisation, telle qu'on la présente dans la plupart des médias, diffère sensiblement de celle qui a donné lieu à des analyses considérées comme fondamentales par les sciences sociales. La mise en situation des « premiers populismes » ou « populismes originaires » montre que ceux-ci ont émergé en transformant l'espace du politique, tirant parti des conflits qui ont caractérisé la modernité latino-américaine. Tel fut le sens d'expériences de la « société nationale » enracinées dans les pratiques politiques et les imaginaires nationaux, en Argentine, au Brésil ou au Mexique : leurs leaders ont nom Perón, Vargas ou Cárdenas³. S'y ajoutèrent la modification de la relation entre l'État national et les États provinciaux, les nouveaux paradigmes culturels qui ont érigé la richesse en valeur incontestée, ou la capacité nouvelle de mobiliser des moyens d'information et de communication. Les formes et les significations du conflit social dans des sociétés contemporaines marquées par le déclin du principe de structuration des conflits — opposant traditionnellement capital et travail — s'avèrent par conséquent très différentes de celles des premiers populismes latino-américains, nés dans la conjoncture 1930-1980. Ceux-ci constituaient en effet une réponse aux crises économiques et à l'affaiblissement du mouvement ouvrier⁴. Cette réalité historique, qui a marqué de manière décisive la culture politique de la région, a cédé le pas dans les décennies suivantes à un réformisme affiché et volontariste. De ce fait, la chronologie des événements survenus dans la région depuis la fin du xx^e siècle s'insère difficilement dans ce que l'on pourrait qualifier de cycle des populismes. Et les parallèles établis entre les « événements d'avril » au Venezuela (11-13 avril 2002 : tentative de coup d'État contre Hugo Chávez) et le 17 octobre 1945 en Argentine demeurent insuffisants pour analyser cette évolution et ses ruptures apparentes. Cependant, ce « passé qui ne passe pas » ne laisse pas d'influencer le regard porté sur le temps présent latino-américain et les pratiques et représentations du politique à l'échelle du continent⁵.

Ces récurrences mémorielles font en effet converger plusieurs temps de l'Histoire tout en soulevant des questions théoriques qui vont bien au-delà du cas spécifique de l'Amérique latine. Une pauvreté conceptuelle indiscutable a même conduit à faire usage du préfixe « néo » afin de requalifier des phénomènes perçus comme nouveaux ou atypiques. Le « néo-populisme » englobe à cet égard des phénomènes qui diffèrent sur des aspects essentiels mais où trouvent à s'exprimer des mots d'ordre renvoyant au populisme

traditionnel, sans que l'idéologie puisse toutefois être invoquée⁶. L'adjectif populiste en vient à décrire des phénomènes politiques à la fois profondément divergents par rapport aux populismes historiques et qui s'opposent entre eux : au début des années 1990, il désignait les apologistes du néolibéralisme dans la région, les présidents Menem, Collor ou Fujimori⁷. Une décennie plus tard, le concept est utilisé pour faire référence à des mouvements de contestation du néolibéralisme. Par ailleurs, après la dissolution de l'URSS, l'idée s'est faite jour selon laquelle le risque de conflits, aussi bien endogènes qu'exogènes, tendait à s'amenuiser, et avec lui le pouvoir des idéologies. Il reste qu'à la différence du communisme, la « séduction populiste » (Carlos de la Torre) n'a pas vraiment disparu. Bénéficiant — même *a contrario* — d'une relative acceptation au niveau médiatique, politique voire universitaire, le vocable prête à confusion. Il se fait élément de critique politique plus que catégorie d'analyse, devenant un terme « fourre-tout » aux connotations négatives prédominantes : les *narodniki* russes, certaines mobilisations de *farmers* américains de la fin du XIX^e siècle (*People's Party*), les mouvements latino-américains développés à partir des années 1930 à partir d'un fort soutien populaire, et enfin, en France, le boulangisme, le Front national voire certains courants socialistes en retirent une qualification commune. Il en est de même pour les personnages et acteurs politiques censés l'incarner, Silvio Berlusconi, Fernando Collor de Mello, Alberto Fujimori, Hugo Chávez, ou Barack Obama. Les organismes économiques internationaux eux-mêmes en viennent à qualifier de « populistes » les politiques économiques qu'ils remettent en question. Paradoxalement, le gaullisme, qui comporte un grand nombre d'éléments distinctifs susceptibles de le rapprocher du populisme latino-américain — le *leadership*, le discours nationaliste et la recherche de l'équidistance par rapport aux « impérialismes » —, est rarement inclus dans cette catégorie⁸.

Le populisme demeure par conséquent une catégorie d'analyse dont la définition s'avère hasardeuse dans un contexte d'application générale, et pour laquelle les sciences sociales n'ont pas su penser et encore moins rationaliser la diversité des phénomènes qu'il recouvre. Les efforts réalisés afin de circonscrire une définition consensuelle ou de parvenir à une délimitation conceptuelle demeurent un impératif majeur depuis le travail de compilation de Ghița Ionescu et Ernest Gellner, texte paradigmatique sur les populismes en Europe, publié après le congrès de la London School of Economic and Political Science (1967) et centré sur les exemples latino-américains et slaves⁹. L'imprécision persistante du concept a cependant conduit l'historiographie spécialisée à des interprétations antagoniques. Tel est le cas des analyses radicalement opposées de Ernesto Laclau¹⁰ — dont l'ouvrage majeur, la *Razón populista*, se fonde précisément sur le constat d'échec généralisé des sciences sociales dans leur tentative de définir le populisme — et Pierre-André Taguieff¹¹. À l'origine de l'imprécision du concept, il convient de signaler la tendance à inclure dans cette catégorie des phénomènes différents voire opposés et en tout état de cause « indéfinissables » ou atypiques, et la tentative de « resserrer » par la même occasion le spectre sémantique à partir de définitions réductrices qui en occultent la diversité. Kurt Weyland se propose ainsi de « clarifier le concept en limitant son application au seul contexte d'un *leadership* "personnaliste" faisant appel, sans médiation ni institutionnalisation aucune, à des masses hétérogènes peu organisées¹² ».

La critique de cette tendance à la « typification » plus qu'à la classification, présente aussi bien dans les sciences sociales anglosaxonnes (M. Canovan) que françaises (P.-A. Taguieff) met en évidence un procédé cumulatif d'« éléments de définition » et « caractéristiques »,

sans pour autant établir de relations entre ces diverses composantes¹³. On oublie notamment que le populisme a été un phénomène politique du XIX^e siècle, lié à la mutation de la société traditionnelle rurale vers une société moderne et industrielle, s'inscrivant dans une perspective téléologique de l'histoire qui rejoint à certains égards les théories du développement. Pour cette interprétation « positiviste », la dimension antimoderne, exprimée dans le rejet du progrès technologique au nom d'une tradition rurale, constituait un élément incontournable. Dans cette perspective, le populisme serait un phénomène propre aux périodes de transition entre économies traditionnelles et modernité capitaliste, voué à disparaître « naturellement ». La réflexion sur le XX^e siècle s'oriente en revanche vers l'émergence, dans les sociétés dites périphériques et après 1945, de phénomènes politiques — de Nkrumah à Perón en passant par Nasser — ne correspondant pas aux paradigmes scientifiques et idéologiques traditionnels. Cette perspective s'élargit avec les diverses expériences européennes, notamment d'extrême-droite. Dans le contexte de l'après-guerre froide, le populisme devient un moyen d'expression de « mouvements antisystémiques », de « l'antipolitique » qui remet en question aussi bien la démocratie libérale et ses implications économiques (*enlargement*) que son expression idéologique — la pensée néolibérale. Cette conceptualisation procède en particulier des réactions fondamentalistes, nationalistes et ethnistes de la fin de la Guerre froide et des nouvelles manifestations de la droite xénophobe — « populisme conservateur » ou « nouvelle droite populiste » —, qui ont contribué à réduire le populisme à ses expressions les plus conservatrices dans les années 1990¹⁴. P.-A. Taguieff insiste à cet égard sur le fait que dans les rassemblements populistes, la dimension *identitaire et nationaliste* prédomine désormais sur la révolte à l'encontre des élites en place. Le « peuple » doit s'unir face à ses « ennemis » intérieurs comme extérieurs. Il ne s'agit plus d'une simple demande de reconnaissance politique des masses et leurs leaders. P.-A. Taguieff signale de même la similitude des objectifs proclamés par les régimes populistes et les régimes fascistes (intégration des masses ouvrières, résistance à l'impérialisme, dépassement du clivage droite-gauche, et valeur d'exclusion constitutive de l'« identité nationale »)¹⁵.

Dans le contexte latino-américain, poser la question du fascisme relève toutefois de l'anachronisme dans la mesure où, dès la fin des années 1950, le terme de populisme a été utilisé afin de souligner la différence qui existait avec les régimes fascistes européens. Le fascisme n'est ainsi qu'une influence parmi d'autres. Pensé comme l'expression politique d'identités marginalisées, le populisme expliquerait le « repli identitaire », ses références politico-culturelles renvoyant à un passé mythique, en réaction au processus de globalisation. Dans le désordre global, les expériences populistes réagiraient à l'irruption d'une « modernité multiforme¹⁶ ». L'idée selon laquelle les populismes seraient des mouvements irrationnels, réactionnaires et antimodernes, persiste donc. Le binôme tradition-modernité couplé à celui de la rationalité-irrationalité et son dérivé civilisation-barbarie autorisent dès lors la prise en compte de formes d'action politiques autres que les régimes et mouvements populistes « classiques ». L'accent se trouve mis sur les passions et émotions, érigés en éléments constitutifs du politique. Cette mise en valeur de la dimension affective et pulsionnelle habituellement sous-estimée constitue un point décisif pour la compréhension du populisme. L'un des exemples les plus débattus et médiatisés serait à cet égard celui du « néo-populiste » Hugo Chávez, qualifié à son arrivée au pouvoir en 1999 de « mage des émotions¹⁷ ».

... et une redéfinition conceptuelle : les populismes contestataires latino-américains

Dans la perspective de E. Laclau, la condamnation du populisme par le discours dominant contribuait à poser son contraire et à en célébrer la rationalité. Dans cette perspective, le traitement du populisme relevait d'une problématique plus vaste, celle d'une frontière sociale entre normalité et pathologie. Les sciences humaines et plus particulièrement l'analyse socio-politique auraient négligé ces aspects, échouant dans leur appréhension de la complexité des identités collectives¹⁸. Présenté comme une sorte de « pathologie », perversion du politique dans son rapport normatif au système des partis, le populisme est devenu une catégorie destinée à disqualifier certains comportements politiques en une vision eurocentrée ou « politiquement correcte ». Il est associé à la démagogie, au clientélisme, au chauvinisme, au personnalisme, à la manipulation et à l'autoritarisme. Cette culture de l'unanimité fondée sur une logique du conflit, présente dans les mouvements populistes du ^{xx}e siècle latino-américain, s'est également imposée dans d'autres contextes, ainsi en France depuis la Révolution de 1789. La dimension nationaliste, en d'autres termes la défense et l'union du peuple face à ses ennemis intérieurs comme extérieurs, y est associée à l'idée de « résistance »¹⁹.

Considérer le nationalisme comme facteur déterminant du populisme exclurait par conséquent de cette catégorie des expériences comme celles de Berlusconi, Fujimori ou Menem, l'existence d'un leader charismatique, le personnalisme et le clientélisme n'étant pas l'apanage des régimes populistes. En témoignent les expériences du Parti démocrate aux États-Unis dans les années 1930 et 1970, le travaillisme britannique de Harold Wilson, ou encore les diverses expressions du « socialisme réel ». La remise en question de la démocratie représentative occidentale et de ses élites politiques expliquerait à notre sens la connotation péjorative du terme. La rationalité des élites démocratiques en termes de gestion de la chose publique s'opposerait aux pratiques et aux axiologies des populismes : le « Peuple » a une parole susceptible de s'incarner en un leader par opposition à ses représentants élus partisans d'un *statu quo*, sauf cas extrême comme celui du Venezuela, l'Assemblée nationale étant constituée exclusivement de partisans du chef de l'État²⁰.

De ce fait, le concept de populisme prend appui sur un noyau de composantes communes articulées en fonction du rapport aux institutions républicaines : l'existence d'un leadership très personnalisé hostile aux médiations en tout genre, le recours à des masses hétérogènes — l'Argentine et le Venezuela fournissent des exemples inscrits dans le long terme —, l'appel au « Peuple » et la recherche d'une relation directe avec celui-ci. Le populisme y présente une forte dimension anti-institutionnelle, à même de constituer un dénominateur commun afin de redéfinir le concept. La méfiance opposée aux institutions peut avoir comme contrepartie aussi bien l'exaltation des vertus régénératrices du Peuple en lieu et place d'institutions et de partis « sclérosés », que le rejet plus immédiat, certes ambigu mais pas moins radical dans son expression, des formes de la relation établie avec les électeurs. En d'autres termes, c'est le fonctionnement de la société civile dans une démocratie représentative qui est remis en question²¹. Par ailleurs, cette approche introduit la dichotomie entre « césarisme » et « République », laissant à penser que le populisme serait en contradiction avec la « tradition républicaine ». Dans le cas argentin, la référence à cette tradition comme forme d'opposition au populisme péroniste parcourt l'histoire de Perón à Kirchner. Pour les opposants au péronisme et à ses avatars, seule la

référence républicaine est perçue comme véritablement démocratique et garante, dans l'ordre constitutionnel, des libertés fondamentales. Or, c'est le populisme qui a été à l'origine de l'élargissement des droits politiques et sociaux au ^{xx}^e siècle en Argentine et dans d'autres pays latino-américains, permettant cette avancée décisive vers l'exercice de la citoyenneté²².

Dans cette perspective, la participation politique du « peuple » se trouve reléguée au second plan et les conquêtes sociales sont assimilées au clientélisme. La dimension démagogique et anti-démocratique tend à éluder le caractère « protestataire » ou « subversif » propre à certaines expériences latino-américaines, ainsi que la possibilité d'un populisme « progressiste ». L'actualité récente permet toutefois de préciser les modalités des revendications exprimées de manière parfois radicale, dans un contexte supranational (le leadership « continental » de H. Chávez), ainsi que leur inscription dans un discours profondément médiatisé²³. La mise en valeur de « l'irrationalité » inhérente au populisme, notamment sur le plan économique, en subordonne les pratiques à sa dimension interventionniste et archaïque, thème développé par l'historiographie anglo-saxonne²⁴. Cette approche participe du paradigme de la « fin de l'Histoire » annoncée par Francis Fukuyama, et de la théorie selon laquelle les conflits ne peuvent se résoudre hors de la société capitaliste et de l'économie de marché. La reprise en main de l'économie propre aux populismes latino-américains se situerait à contre-courant de la modernité à l'ère de la globalisation et de l'efficacité associée à la technocratie, soumise en première instance aux mécanismes du marché. L'aspect « rentier » de la démarche ne doit cependant pas être occulté, si l'on considère les ruptures internes à certaines déclinaisons de l'État populiste, ainsi le « pétro-État » à la fois récipiendaire naturel et gestionnaire légitime des richesses nationales, phénomène accentué par un « populisme radical » d'inspiration incontestablement nationaliste : l'autoritarisme se conjugue avec une doctrine « patrimonialiste », et les limites entre sphère publique et secteur privé sont en partie abolies. Les revenus de l'État deviennent alors la condition *sine qua non* du projet politique porté par un leader providentiel. Tel serait le cas du « populisme radical » de H. Chávez et de son avatar, le « socialisme du ^{xxi}^e siècle », « populisme missionnaire » d'après Margarita López Maya si l'on considère les nombreuses « missions sociales » financées par l'État²⁵.

L'utilisation du vocable pour faire référence aux politiques de Lula da Silva et de Barack Obama signifie en ce sens davantage qu'un abus du langage pour qualifier des pratiques qui ne relèveraient pas d'un « mauvais » gouvernement ou de la corruption. Associer le populisme à une pratique politique « démodée » le réduit en effet à un substrat idéologique plus ou moins conscient dans l'Amérique latine du ^{xx}^e siècle. Une telle affirmation se trouve en contradiction avec la mise en place dans la décennie 1990 de réformes structurelles minimisant l'intervention de l'État et ouvrant l'économie à la compétition internationale, par des formations politiques se revendiquant des mouvements populistes « traditionnels » (parti péroniste, APRA, PRI, MNR ou AD, selon les pays considérés) qualifiés de « néo-populismes »²⁶. Le potentiel démocratique du populisme, dûment souligné par l'historiographie latino-américaine, reste ignoré, car allant à l'encontre d'un courant historiographique étasunien, comme le montrent les travaux centrés sur le triptyque identité, racisme et violence, présent dans la mise en perspective du populisme et du nationalisme. Il est donc essentiel de rappeler que ces pratiques peuvent être porteuses de modernisation économique et ne sont pas nécessairement inconciliables avec des modes de gouvernance démocratique, se

différenciant par conséquent des idéologies et pratiques d'extrême-droite également qualifiées de « populistes »²⁷.

Dans la perspective de E. Laclau, le populisme n'est pas réductible à une idéologie manichéenne. Il est une « dimension » du politique, d'où la référence à la « raison populiste », et se décline à travers des mobilisations sociales et politiques variables. Il serait un *style*, qui s'adapterait à diverses idéologies et contextes politiques. L'écueil de ce type de conceptualisation réside certes dans la difficulté à différencier le populisme de ce que serait son contraire « idéal ». L'appel au « Peuple » tend malgré tout à légitimer les systèmes politiques, de la démocratie libérale aux régimes autoritaires. L'incidence des nouvelles technologies et des médias favoriserait en revanche une orientation anti-institutionnelle de la relation gouvernant-gouvernés, en incitant à la médiatisation croissante de la figure présidentielle. L'accentuation du présidentielisme est cependant, dans la plupart des cas bien antérieure à l'émergence du phénomène « néo-populiste », la médiatisation constituant un élément prioritaire de la stratégie d'un Exécutif à dominante personnaliste. Occupant l'espace public, les leaders devenus présidents inaugurent des pratiques non institutionnelles de prise de décisions, dimension aussi bien présente dans un régime présidentiel (Venezuela, Argentine, États-Unis) que parlementaire (Italie) ou encore dans un système mixte (France), participant de la tendance générale d'accentuation du présidentielisme relevée dans le monde²⁸.

« Néo-populismes » : du peuple mobilisé à la guerre des idées

Mettre en relation populisme et conflit ne prétend certes pas résoudre notre dilemme conceptuel. Nous avons souligné le fait qu'il n'est pas envisageable d'établir une définition précise de ce concept en se fondant sur les seuls « traits communs ». Dans cette perspective, il nous semble préférable d'insister sur les pratiques de gouvernance et de préciser des processus politiques inscrits dans une spatialité et une temporalité bien précises, en fonction des représentations politiques, sociales et culturelles qui y président. Sans pour autant adopter la position militante de E. Laclau, il s'agit de faire sortir le concept de sa mise à l'index des catégories pénalisées et de le repenser non comme une doctrine ou comme une idéologie, mais bien comme l'une des formes et des manifestations du politique. Cette définition minimaliste, indissociable du contexte historique, implique toutefois quelques précautions linguistiques et sémantiques : il nous semble plus juste de considérer les « populismes contestataires latino-américains », parfois déclinés en une version « révolutionnaire » (Venezuela)²⁹. L'identité et la légitimité de ce processus de mobilisation sociale et politique se fondent désormais sur un exercice du pouvoir articulé autour de trois éléments : le leader charismatique, l'appel au Peuple, et la construction d'une logique de conflit agonistique, fondée sur le rapport Ami-Ennemi. En termes de gouvernance, cette configuration suppose un changement de régime et une restructuration de l'espace public et des relations de pouvoir, circonstances amplement mises en évidence dans le cas latino-américain³⁰.

Paradoxalement, si aucun élément ne parvient à unifier l'appréhension des populismes, il est en revanche une option qui les différencie profondément : leurs usages du conflit, dont les représentations et pratiques ont sensiblement varié avec l'avènement de la globalisation. Cette approche permet de mettre en évidence la spécificité des expériences latino-américaines, de l'Argentine péroniste au Venezuela chaviste en passant par la

Bolivie de Evo Morales, trois cas dans lesquels le moment de rupture et la recherche de la constitution d'un nouveau « sujet » politique s'avèrent décisifs³¹. Bien que l'unité du Peuple et de la Nation soit affectée par l'action des divers « ennemis » — élites politiques, l'« ancien régime » des partis politiques, l'oligarchie, les immigrants, l'impérialisme —, réduisant la politique à un rapport Ami-Ennemi, la conceptualisation du conflit contribue à les différencier. Alors que pour certains, la différenciation entre « Nous » et « l'Autre » se construit sur des arguments d'ordre moral ou racial, pour d'autres, les arguments sont clairement d'ordre social ou géopolitique. Le découpage en États et en classes sociales avec des intérêts opposés permet de développer une conception du conflit inscrite dans l'ordre de la modernité, fondant l'étrangeté sur des critères facilement reconnaissables et universellement admis. Cette dimension est perceptible dans des approches qui fondent l'essence du politique sur le conflit (des classes sociales ou relations internationales). La revendication identitaire de l'appel à la Nation s'inscrit dans un cadre de réappropriation de souveraineté, nationale et populaire : dans les « populismes contestataires latino-américains », la revendication identitaire et le caractère protestataire vont de pair à la différence des expériences populistes européennes³².

En Argentine, le péronisme et son discours anti-oligarchique et anti-impérialiste, a favorisé le passage de la menace interne à la société — le complot judéo-maçonnique-communiste — à l'ennemi social. La centralité du complot dans ce système de représentation fortement nationaliste s'insère dans une logique de guerre. Si, dans un régime radical, le complot est le support du discours, dans le populisme, il en est un effet résiduel. En établissant une logique de guerre à partir du conflit social, le populisme échappe partiellement au déterminisme du complot pour s'enraciner dans un ordre autre. Il abandonne l'ennemi « méta-social » pour désigner comme cible un ennemi social. Dans les deux cas, le fait de s'autoproclamer victime du complot renforce le rôle de l'énonciateur en légitimant son action politique. L'exemple vénézuélien, en grande partie inspiré du modèle cubain, illustre cette caractéristique inédite des « néo-populismes ». La tension entre l'intégration et la rupture contribuent en ce sens à faire des régimes populistes des porteurs de changement social et de contestation de l'ordre établi. L'« élan plébiscitaire » (d'après L. A. Romero) se situerait en effet sur les marges de la représentation du point de vue strictement électoral³³.

Au prisme du populisme, le conflit social conduit à considérer un autre axe de réflexion : les populismes sont perçus comme une menace pour le *statu quo* aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale. Leur « retour » à la fin du XX^e siècle a valeur de fait stratégique compte tenu de leur caractère « subversif » face à l'ordre social de la globalisation. Les États-Unis voient ainsi dans les « populismes radicaux » de « nouvelles menaces » appréhendées au même niveau que le terrorisme. En ce sens, le spectre du populisme se trouverait à l'origine d'une multiplicité d'actions remettant en question le binôme démocratie libérale-économie de marché sur l'ensemble du continent. Le messianisme révolutionnaire de Chávez inspirerait ainsi des organisations agraires au Paraguay, des populations « originaires » en Bolivie, en Équateur et au Chili, des mouvements sociaux en Argentine, des guérillas en Colombie, ou des militaires nationalistes au Pérou³⁴.

Les « néo-populismes » ont, à cet égard, réintroduit l'idée selon laquelle il n'est pas de consensus possible entre des projets exprimant des intérêts antagoniques. L'apparition d'un « Nous » témoigne d'un combat, il est synonyme d'une limite et d'une identification. Il ne peut y avoir de conflit et de « Nous » sans « Eux », comme en témoigne l'extrême

polarisation du Venezuela ou de l'Argentine. Les « néo-populismes » ont également réintroduit l'idée de l'impossible neutralité et de la *logique de guerre* : l'absence de définition y est inconcevable. L'ancienne question posée par Lycurgue, selon laquelle il y aurait un seul délit infâme pour le citoyen, celui de n'être dans aucune des deux factions ou dans les deux à la fois au sein de la lutte où se décident les destins de Sparte — phrase que Perón aimait d'ailleurs à citer ; par ailleurs, la phrase de Frantz Fanon, « tout spectateur est un traître ou un lâche », a durablement inspiré la jeunesse péroniste —, se réinstalle dans le Venezuela chaviste, comme elle s'était déjà réinstallée dans l'Argentine péroniste³⁵.

On est « pour la Révolution » ou on est « contre », aussi bien à l'échelle nationale de la République bolivarienne et de son « Socialisme du XXI^e siècle » qu'à celle des relations hémisphériques (thème de la guerre asymétrique). Cette radicalisation, liée à la dimension prétorienne mais non militariste, de la vie politique, relèverait d'une forme d'hégémonie — et de leadership — qui finit par annihiler tout espace de différences politiques, processus facilité par le désenchantement enregistré à l'égard de la démocratie représentative. Dès lors, les « néo-populismes » se trouvent confrontés au défi traditionnel des populismes latino-américains : comment gérer la tension entre la représentation du « Peuple » dans son unité et le développement de politiques qui provoquent des scissions internes ? Cette logique ne signifie pas que la Nation et la société soient engagées dans une guerre totale où les « ennemis » et les « indéfinis » (les « ni-ni » vénézuéliens) n'auraient pas droit à l'existence, mais plutôt la réapparition de positionnements binaires exacerbés. Ces projets ne défendent pas pour autant un modèle révolutionnaire jacobin axé sur une logique Ami-Ennemi où le passage à l'acte de la « logique de guerre » serait irréversible. Les combats politiques qui ont investi l'espace public, essentiellement par le biais des médias, révèlent des pratiques ritualisées, ainsi que des modes de relation visant à fonder des identités politiques et à refonder des imaginaires³⁶.

Dans cette perspective, les usages de l'histoire, plus encore dans le contexte commémoratif des bicentennaires de l'Indépendance, érigent le « Peuple » en acteur sacré de cette histoire revue et corrigé, ouvrant un chapitre nouveau des « histoires officielles ». Les falsifications de l'histoire et le manichéisme pratiqué à l'endroit des régimes néo-populistes conduit l'historien non seulement à réinterpréter l'itinéraire de ces processus politiques atypiques et de leurs leaders en les inscrivant dans le long terme des pratiques politiques nationales, mais également à réexaminer certains paradigmes constitutifs des imaginaires nationaux. Le recours aux mythes nationaux s'intensifie, le culte à Bolívar « pour et par le peuple » selon Germán Carrera Damas (Venezuela), la figure de San Martín sous le premier péronisme de Perón et Evita, en tant que mythes protecteur, ultérieurement, le Che à une échelle continentale, voire des héros moins « politiques » ou relevant d'un passé plus « révolu », tels les chefs de guerre des XIX^e-XX^e siècles dans l'un et l'autre pays (Rosas et les *caudillos Montoneros* en Argentine). Ce type d'approche conduit à prendre en compte les infléchissements idéologiques perceptibles dans les discours issus de la personnalisation du pouvoir politique (Venezuela, Argentine) et le rôle joué dans les pratiques politiques associées, en d'autres termes la mobilisation du « Peuple », par l'instauration d'un nouveau calendrier « révolutionnaire » fondé sur une série de commémorations qui mettent en exergue une « deuxième Indépendance ». Cette tendance est d'ailleurs en voie d'extension sur l'ensemble du continent, avec les variantes locales qu'impose l'histoire de chaque nation et sa réécriture depuis le pouvoir

en place via le prisme des bicentenaires, particulièrement favorables à des manifestations nationalistes. La circulation des idées et de certains personnages entre les deux pays constitue ici l'une des approches inexplorées de cette problématique si l'on considère le rôle joué par le sociologue et idéologue argentin Norberto Ceresole, et son ouvrage *Caudillo ejército pueblo* (2000) auprès de Hugo Chávez³⁷.

Les relations histoire-mémoire, anamnèse-oubli analysées par Paul Ricoeur, prennent ici un sens particulier qu'il convient d'aborder en tenant compte des relations ambiguës qui se tissent *in situ* entre mémoire, histoires régionales, histoire nationale et l'écriture de celle-ci, déployée sur un mode « officiel » (le Centro Nacional de Historia à Caracas). La question de l'écriture de l'histoire et de son versant officiel permet à cet égard de montrer que la réinterprétation du phénomène populiste ne peut se résumer à une interprétation en termes de régime autoritaire *versus* démocratie ou de contestation émanant de gouvernants atypiques. Inversement, le recours à la geste des « libérateurs » du continent latino-américain, histoire aux accents messianiques, conduit à réinterpréter un culte « bolivarien » ancré de longue date dans les pratiques politiques nationales, héritier d'un pouvoir personnel *sui generis*, que l'on retrouve en d'autres déclinaisons sur le continent. Chávez serait le Bolívar des temps modernes, tout comme Perón avait été assimilé à San Martín en tant que Père de la Patrie et libérateur lors du centenaire de sa disparition (1950)³⁸.

Les références boliviennes du président Chávez participent en effet, comme dans la plupart des pays du continent, d'un imaginaire politique qui remonte aux premières décennies du XIX^e siècle et à la Révolution d'Indépendance, objet d'un culte civique dûment célébré au panthéon national. Défenseur de la liberté pour les uns, précurseur de l'Indépendance et de l'anti-impérialisme pour les autres, Bolívar est moins connu peut-être, du moins dans la version actuelle du « bolivarianisme³⁹ », pour le caractère conservateur de sa pensée, dans la mesure où les représentations du héros deviennent facteurs de cohésion nationale et où l'autoritarisme est à même de s'imposer et d'être justifié au nom de la liberté. Les usages de l'histoire se traduisent par l'imposition d'une histoire officielle, détournant le « culte à Bolívar », culte « pour et par le peuple » selon l'historien G. Carrera Damas. Plus que les gouvernements qui l'ont précédée, la très rédemptrice Révolution bolivarienne va trouver dans cette religion civique un imaginaire politique *sui generis*. Diverses sont les modalités de cette instrumentalisation de l'histoire par le pouvoir : révision des « symboles nationaux », commémorations à l'échelle nationale ou continentale, transposition du mythe bolivarien dans d'autres pays, refonte des Constitutions nationales et rôle des forces armées, thème du complot, les leaders se transformant en « martyrs » que les médias, s'appuyant sur des mythes populaires, s'attachent à « diviniser » ou en revanche à « diaboliser » en une véritable « guerre de la mémoire ». Le culte des héros, bien que point de départ de discours d'inspiration nationaliste, s'appuie en effet sur un ensemble de symboles qui dépassent les frontières strictement nationales et, en dernière instance, « transfigurent » l'héritage populiste renouvelé⁴⁰.

Très fréquemment, ce ne sont cependant pas les références qui posent problème, mais leur caractère fragmentaire, décontextualisé et, par conséquent, le risque d'anachronisme que comporte cette instrumentalisation de l'histoire. La pensée et l'action des Libérateurs s'inscrivent en effet dans l'histoire des idées et participent d'une lutte pour la justice sociale et la souveraineté des nations latino-américaines en une unité continentale. L'histoire récente constitue de ce fait un véritable laboratoire pour

l'historien, malgré l'émergence d'une nouvelle histoire officielle et d'une pseudo-conscience historique (bolivarienne et altermondialiste), et une rhétorique qui fait du président un messie ou un « prince ». Les mémoires collectives sont désormais *concurrentes*, alors même que l'histoire cherche à *réunir* sur des faits à l'épreuve de la critique des sources effectuée par l'historien professionnel⁴¹. Les usages du passé, particulièrement en cette période de commémorations des bicentennaires, participeraient en ce sens des « religions républicaines » fondées sur le ressentiment nourri de la crise des partis démocratiques, de la « séduction populiste », du retour des leaders messianiques et du « bon révolutionnaire », voire d'un « personnalisme révolutionnaire au format démocratique ». La résurgence des populismes constituerait en ce sens un terrain de choix pour le renouvellement des mythes nationaux⁴².

Dans cette perspective, comment les avatars récents du populisme s'inscrivent-ils dans les définitions invoquées ou les remettent-ils en question ? Quel est le rôle de l'« irrationalité », du « réalisme magique » attribuée au phénomène populiste ? La question demeure posée, malgré certaines remises en question sur le plan électoral que nous évoquions en introduction à cet essai. La démarche qui consiste à reconstruire les perceptions du conflit à partir des différentes expériences populistes, en insistant sur la dimension latino-américaine et ses « jeux d'échelles » (nationale, régionale, hémisphérique), accompagne l'attention portée à la construction du social et au *régime d'historicité* : comment ces conflits, associés aux régimes populistes en place, continuent-ils d'évoluer — et de se recréer — aussi bien à l'échelle de ses acteurs politiques que des acteurs *intellectuels* de cette histoire ? Les usages du passé, la recherche par les parties en présence d'une « mémoire juste » et les *expériences* d'élaboration de l'histoire officielle voire de la falsification de l'histoire oscillant entre traditions historiques « nationales », mises en scène du passé par le biais de mythologies fondatrices de la nation et autres filiations historicisantes décernées par un leader charismatique « héroïcisé », tendraient à renforcer une lecture universalisante du conflit. Celui-ci dépasserait alors le cadre national pour s'étendre au continent latino-américain dans son ensemble, peinant toutefois à dépasser un occidentalisme rejeté dans les ténèbres de l'« ancien régime » au profit d'une illusoire « modernité »⁴³.

NOTES

1. Manuel Antonio Garretón *et al.*, *América Latina en el siglo XXI. Hacia una nueva matriz socio-política*, Santiago, Ediciones LOM, 2004. Frédérique Langue et Daniel Pécaut, introduction au dossier « Gauches de gouvernement, gauches de rejet », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 55, 2004-2005, p. 7-10. Edgardo Manero, « Amérique latine, des gauches qui bifurquent ? », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, n° 10, 2010, disponible sur <<http://nuevomundo.revues.org/59959>>. Introduction d'Olivier Dabène au *Political Outlook* de l'OPALC (2009), disponible sur <www.opalc.org/web/index.php?option=com_content&view=article&id=405>. Teodoro Petkoff, « Las dos izquierdas », *Nueva Sociedad*, n° 197, 2005, disponible sur <http://www.nuso.org/upload/articulos/3263_1.pdf>.
2. Luc Capdevila et Frédérique Langue (coord.), *Entre mémoire collective et histoire officielle. L'histoire du temps présent en Amérique latine*, Rennes, PUR, 2009, p. 9-24 (introduction).

3. Gino Germani, *Estructura social de la Argentina*, Raigal, Buenos Aires, 1955 ; Torcuato Di Tella, *El sistema político argentino y la clase obrera*, Buenos Aires, Eudeba, 1964 ; Torcuato Di Tella, Gino Germani et Jorge Graciarena, *Argentina sociedad de masas*, Buenos Aires, Eudeba, 1965 ; Gino Germani, Torcuato Di Tella et Octávio Ianni, *Populismo y contradicciones de clase en Latinoamérica*, México, Era, 1973 ; Emilio de Ipola, *Ideología y discurso populista*, México, Folios, 1983 ; Diana Quattrochi-Woisson, « Les populismes latino-américains à l'épreuve des modèles d'interprétation européens », *Vingtième Siècle*, n° 56, 1997, p. 161-183 ; Michael L. Conniff (éd.), *Populism in Latin America*, Tuscaloosa/Londres, University of Alabama Press, 1999 ; Arturo Fernández, « Una perspectiva sobre el populismo latinoamericano y los sistemas de partidos actuales. Los casos de Argentina y Brasil », dans G. Lechini, V. Klagsburnn et W. Goncalves (coord.), *Argentina e Brasil. Vencendo os preconceitos*, Río de Janeiro, Éd. Revan-Universidad Federal Fluminense, 2009, p. 243-265.
4. Manuel Antonio Garretón, « La transformación de la acción colectiva en América Latina », *Revista de la CEPAL*, n° 76, 2002, p. 7-24, disponible sur <www.eclac.org/publicaciones/xml/0/19330/lcg2175e_Garreton.pdf>. Arturo Fernández, « Una perspectiva sobre el populismo latinoamericano y los sistemas de partidos actuales. Los casos de Argentina y Brasil », art. cité, p. 250.
5. « The Populism: Latin America », *The Economist*, 15 avril 2006, disponible sur <www.economist.com/node/6802448>. Henry Rousso, *Vichy, l'événement, la mémoire, l'histoire*, Paris, Folio, 2001. Frédérique Langue, « De la Révolution bolivarienne au socialisme du XXI^e siècle. Héritage prétorien et populisme au Venezuela », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 71, 2008-2009, p. 27-45.
6. René Antonio Mayorga, « Antipolítica y neopopulismo en América Latina », *Relaciones*, n° 17, 1997, disponible sur <<http://fp.chasque.net/~relacion/anteriores/9710/antipoliti.html>>. Carlos de la Torre, *Populist seduction in Latin America. The Ecuadorian Experience*, Ohio University Press, 2000, et « Masas, pueblo y democracia: un balance crítico de los debates sobre el nuevo populismo », *Revista de Ciencia Política*, vol. XXIII, n° 1, 2003, disponible sur <www.redalyc.uaemex.mx/pdf/324/32423105.pdf>.
7. José Nun, « Populismo, representación y menemismo », communication présentée au First Vienna Dialogue on Democracy (7-10 juillet 1994), disponible sur <www.scribd.com/doc/56803524/NUN-Menemismo-1>. Kenneth M. Roberts, « Neoliberalism and the Transformation of the Populism in Latin America: The Peruvian Case », *World Politics*, vol. 48, n° 1, 1995, p. 82-116. Kurt Weyland, « Neopopulism and Neoliberalism in Latin America: Unexpected Affinities », *Studies in Comparative International Development*, vol. 31, n° 3, 1996, p. 3-31.
8. Ghița Ionescu et Ernest Gellner (dir.), *Populism: Its Meaning and National Characteristics*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1969. Margaret Canovan, *Populism*, Londres, Junction Books, 1981. Guy Hermet, *Les populismes dans le monde*, Paris, Fayard, 2001 ; Ernesto Laclau, « Hacia una teoría del populismo », dans E. Laclau (dir.), *Política e ideología en la teoría marxista*, Madrid, Siglo XXI, 1986, p. 165-233 ; E. Laclau, *La razón populista*, Buenos Aires, FCE, 2005. Et le dossier de *Vingtième Siècle*, n° 56, 1997, dir. Jean-Pierre Rioux.
9. Paolo Pombeni, « Typologie des populismes en Europe (19^e-20^e siècles) », *Vingtième Siècle*, n° 56, 1997, p. 48-49. G. Ionescu et E. Gellner (dir.), *Populism: Its Meaning and National Characteristics*, ouvr. cité.
10. E. Laclau, *La razón populista*, ouvr. cité, p. 15.
11. E. Laclau, ouvr. cité. Pierre-André Taguieff, « Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 56, 1997, p. 4-33, disponible sur <www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294-1759_1997_num_56_1_4489> et « Populisme », *Encyclopédie Universalis*, version 11, 2006 (DVD).
12. Kurt Weyland, « Clarifying a Contested Concept. Populism in the Study of Latin American Politics », *Comparative Politics*, vol. 34, n° 1, octobre 2001, disponible sur <www.la.wayne.edu/>

polisci/kdk/populism/populism_veyland_2001.pdf>. Donald MacRae, « Populism as an Ideology », dans G. Ionescu et E. Gellner (dir.), *Populism: Its. Meanings and National Characteristics*, ouvr. cité, p. 153-165.

13. M. Canovan, *Populism*, ouvr. cité ; P.-A. Taguieff, « Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes », art. cité.

14. Chantal Mouffe, « Il thatcherismo: un populismo conservatore », *Quaderni Piacentini*, n° 14, 1984, p. 169-183. Roberto Biorcio, « The Rebirth of Populismo in Italy and France », *Telos*, n° 90, 1991, p. 91-92. Hans-Georg Betz et Stefan Immerfall, *The New Politics of the Right: Neo-populist Parties and Movements in Established Democracies*, Londres, Macmillan, 1998.

15. P.-A. Taguieff, « Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes », art. cité.

16. G. Hermet, « Le populisme comme concept », *Revista de Ciencia Política* (Université du Chili), vol. XXIII, n° 1, 2003, p. 5-18.

17. Luis José Uzategui, *Chávez, mago de las emociones. Análisis psicosocial de un fenómeno político*, Caracas, Lithopolar, 1999. Frédérique Langue, *Hugo Chávez et le Venezuela. Une action politique au pays de Bolívar*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 24.

18. D'après E. Laclau, cette frontière sociale trouverait son origine chez Gustave Le Bon et *La psychologie des foules* (1895), *La razón populista*, ouvr. cité, p. 35 et chap. 2.

19. Nelly Arenas et Luis Gómez Calcaño, *Populismo autoritario: Venezuela 1999-2005*, Caracas, CCDH-CENDES, 2006. Inès Guardia Rolando et Larissa Guerrero Alvarez, « Violencia política e inseguridad en Venezuela (1998-2008) », dans Francesca Ramos Pismataro, Carlos A. Romero, Hugo Eduardo Ramírez Arcos (dir.), *Hugo Chávez: una década en el poder*, Bogotá, Universidad del Rosario/Centro de Estudios Políticos e Internacionales/Observatorio de Venezuela, 2010, p. 305-321 ; Cristián Buchrucker, *Nacionalismo y Peronismo*, Buenos Aires, Sudamericana, 1987 ; León Rozitchner, *Perón: entre la sangre y el tiempo. Lo inconsciente y la política*, Buenos Aires, Catálogos, 1998, t. 1 ; Ricardo Sidicaro, *Los nombres del Poder: Juan Domingo Perón*, F.C.E., Buenos Aires, 1996.

20. F. Ramos Pismataro, C. A. Romero, H. E. Ramírez Arcos (dir.), *Hugo Chávez: una década en el poder*, ouvr. cité.

21. N. Arenas et L. Gómez Calcaño, *Populismo autoritario...*, ouvr. cité, p. 146-147. F. Langue, « De la Révolution bolivarienne au socialisme du XXI^e siècle... », art. cité ; Ludolfo Paramio, « Giro a la izquierda y regreso del populismo », *Nueva Sociedad*, n° 205, 2006, p. 62-74.

22. Gerardo Aboy Carlés, « Populismo y democracia en la Argentina contemporánea. Entre el hegemonismo y la refundación », *Estudios Sociales*, n° 28, 2005, p. 146.

23. Margarita López Maya, « Venezuela 2001-2004: actores y estrategias en la lucha hegemónica », dans Gerardo Caetano, *Sujetos Sociales y nuevas formas de protesta en la historia reciente de América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, 2006, p. 23-48, disponible sur <<http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/grupos/caeta/PICuno.pdf>> ; Carlos Malamud, *Populismos latinoamericanos. Los tópicos de ayer, de hoy y de siempre*, Oviedo, Ediciones Nobel, 2010, p. 171 et suiv.

24. Rudiger Dornbusch et Sebastian Edwards, *The Macroeconomics of Populism in Latin America*, Chicago, Chicago University Press, 1991, en particulier l'introduction et la 1^{re} partie, p. 1-76.

25. Margarita López Maya et Dinolis Alexandra Panzarelli, « Populismo, rentismo y socialismo del siglo XXI: el caso venezolano », Conference *Populism of the Twenty-First Century*, Woodrow Wilson International Center, 8 octobre 2009, disponible sur <www.wilsoncenter.org/sites/default/files/Maya-Panzarelli.pdf>. M. López Maya, « El populismo venezolano y sus tendencias actuales », *Venezuela from Neutral Ground* (Tulane University), La Nouvelle-Orléans, 28 janvier 2011, disponible sur <www.innovaven.org/quepasa/polopi17.pdf>. Nelly Arenas, « La Venezuela de Hugo Chávez: populismo, rentismo y democracia », *Nueva Sociedad*, n° 229, 2010, disponible sur <www.nuso.org/upload/articulos/3724_1.pdf>. Alfredo Ramos Jiménez, « Del proyecto de

“socialismo del siglo XXI” al populismo realmente existente », *Revista Politeia*, n° 40, vol. 31, 2008, p. 175-197, disponible sur <www2.scielo.org.ve/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0303-97572008000100008&lng=es&nrm=is>.

26. C. Malamud, *Populismos latinoamericanos. Los tópicos de ayer, de hoy y de siempre*, ouvr. cité, p. 197 et suiv.

27. Michel Wieviorka, *La démocratie à l'épreuve : nationalisme, populisme, ethnicité*, Paris, La Découverte, 1993 ; Alain Touraine, François Dubet et Didier Lapeyronnie, *Le grand refus*, Paris, Fayard, 1996. Y. Surel, « Entretien avec Paul Piccone, De la Nouvelle Gauche au populisme postmoderne », *Krisis*, n° 29, 2008, p. 72-94 ; Ernesto Laclau, « Hacia una teoría del populismo », dans E. Laclau, *Política e ideología en la teoría marxista. Capitalismo, fascismo, populismo*, Madrid, Siglo Veintiuno, 1978, et « Hacia una teoría del populismo », dans E. Laclau (dir.), *Política e ideología en la teoría marxista*, Madrid, Siglo XXI, 1986, p. 165-233.

28. E. Laclau, *La razón populista...*, ouvr. cité ; C. Malamud, *Populismos latinoamericanos...*, ouvr. cité.

29. Alfredo Keller, « Populismo institucional y populismo revolucionario en Venezuela », *Diálogo Político*, n° 2, 2004, disponible sur <www.kas.org.ar/>.

30. Edgardo Manero, « Amérique latine, des gauches qui bifurquent ? », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, n° 10, 2010, disponible sur <<http://nuevomundo.revues.org/59959>>.

31. Julio Aibar et Daniel Vázquez (coord.), *Vox populi. Populismo y democracia en Latinoamérica*, México, FLACSO, 2007. Noam Lupu et Susan C. Stokes, « The Social Bases of Political Parties in Argentina, 1912-2003 », *LARR*, vol. 44, n° 1, 2009, p. 58-87.

32. Edgardo Manero, *L'Autre, le Même et le Bestiaire. Les représentations stratégiques du nationalisme argentin, ruptures et continuités dans le désordre global*, Paris, L'Harmattan, 2002.

33. E. Manero, *L'Autre, le Même et le Bestiaire. Les représentations stratégiques du nationalisme argentin, ruptures et continuités dans le désordre global*, ouvr. cité ; F. Langue, « De panteones cívicos e imaginarios políticos... », dans F. Ramos Pismataro, C. A. Romero et H. E. Ramírez Arcos, *Hugo Chávez: una década en el Poder*, ouvr. cité ; Ernesto de Ipola, « La última utopía. Reflexiones sobre la teoría del populismo de Ernesto Laclau », dans Claudia Hilb (comp.), *El político y el científico. Ensayos en homenaje a Juan Carlos Portantiero*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2009, p. 197-220, et *Ideología y discurso populista*, Buenos Aires, Folio, 1983 et en collaboration avec Juan C. Portantiero, « Lo Nacional popular y los populismos realmente existentes », dans *Investigaciones políticas*, Éd. Nueva Visión, Buenos Aires, 1989, p. 21-36 ; Luis Alberto Romero, *Sociedad democrática y política democrática en la Argentina del siglo XX*, Universidad Nacional de Quilmes, 2009. María M. Prol, « Arreglos institucionales en el régimen político del primer peronismo (1946-1955) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, n° 8, 2008, disponible sur <<http://nuevomundo.revues.org/document12592.html>>. Claudia Soria, Paola Cortés Rocca et Edgardo Dieleke (dir.), *Políticas del sentimiento. El peronismo y la construcción de la Argentina moderna*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2010, p. 15-16.

34. Edgardo Manero, « A retrospective look at the nature of borders in latin America », dans Doris Wastl-Walter (dir.), *Ashgate Research Companion to Border Studies*, Ashgate Ltd Publishing, UK/USA, 2011. Frédérique Langue, « Pétrole et révolution dans les Amériques. Le Venezuela de Hugo Chávez », *Hérodote*, n° 123, 2006, p. 41-61. Edgardo Manero et Eduardo Salas, *Mondialisation et « Nationalisme des Indes ». Contestation de l'ordre social, Identités et Nation en Amérique latine*, Toulouse, Méridiennes/CNRS, 2007.

35. E. Manero, *L'Autre, le Même et le Bestiaire...*, ouvr. cité.

36. E. Manero, « La reconversión de identidades militares en América Latina en los 90 o el atemporal tema del traidor y del héroe », dans A. Fernández (dir.), *Globalización, fragmentación social y violencia*, Rosario, Éd. Homo Sapiens, 1997, p. 99-116, et « Amérique latine, des gauches qui bifurquent ? », art. cité ; Tulio Halperín Donghi, « Los fundamentos discursivos del fenómeno peronista », *Vuelta Sudamericana*, n° 14, 1987, p. 20-28. Marcos Novaro, « Izquierda y populismo en Argentina: del fracaso del Frepaso a las incógnitas del kirchnerismo », dans Pedro Pérez Herrero

(coord.), *La izquierda en América Latina*, Madrid, Instituto Universitario Ortega y Gasset-Fundación Pablo Iglesias, 2006, p. 115-189, et « Los populismos latinoamericanos transfigurados », *Nueva Sociedad*, n° 144, Caracas, juillet-août 1996, p. 90-103, disponible sur <www.nuso.org/upload/articulos/2517_1.pdf>. Frédérique Langue, « ¿Encanto populista o revolución continental? El proyecto bolivariano de Hugo Chávez entre dos siglos », dans Antonio Hermosa Andujar et Samuel Schmidt (dir.) *Pensar Iberoamérica*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2009, p. 95-136. Humberto García Larralde, « Pueblo y populismo en el imaginario de Hugo Chávez », *Simposio Populismo*, Goethe Institut Venezuela (2007), disponible sur <www.goethe.de/ins/ve/prj/eld/sy2/esindex.htm>.

37. Germán Carrera Damas, *El culto a Bolívar. Esbozo para un estudio de la historia de las ideas en Venezuela*, Caracas, Grijalbo, 1989, et « Entre el héroe nacional-padre de la Patria y el anti-héroe nacional-padrote de la patria », *Arbor Ciencia-Pensamiento y cultura*, n° 183 (724), 2007, p. 203-210. C. Malamud, *Populismos latinoamericanos*, ouvr. cité, p. 271 et suiv. Frédérique Langue, « Les cendres des héros. Mémoires et histoires du temps présent vénézuélien », dans L. Capdevila et F. Langue (coord.), *Entre mémoire collective et histoire officielle : l'histoire du temps présent en Amérique latine*, Rennes, PUR, 2009, p. 215-230 ; et « “Levántate Simón, que no es tiempo de morir”. Reinención del Libertador e historia oficial en Venezuela », *Araucaria Revista Iberoamericana de Filosofía, Política y Humanidades*, n° 25, 2011, disponible sur <www-en.us.es/araucaria/nro25/nro25.htm>. Domingo Irwin, « Relaciones civiles y militares en Venezuela (1998-2008) », dans *Hugo Chávez: una década en el poder*, ouvr. cité, p. 743-760. Frédérique Langue et Domingo Irwin, « Révolution bolivarienne et “paix violente”. Les relations civils-militaires au Venezuela », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 49, 2003, p. 7-38.

38. Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000. CNH : <www.cnh.gob.ve/>. Frédérique Langue, « La Independencia de Venezuela. Una historia mitificada y un paradigma heroico », *Anuario de Estudios Americanos* (Séville), vol. 66, n° 2, 2009, p. 245-276, disponible sur <<http://estudiosamericanos.revistas.csic.es/index.php/estudiosamericanos>>. Diana Quattrochi-Woisson, « Du rosisme au péronisme. Le rôle de l'histoire dans la construction d'une identité nationale », *Cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent*, n° 8, 1991, et *Un nationalisme de déracinés. L'Argentine pays malade de sa mémoire*, Paris, Éditions du CNRS, 1992.

39. Domingo Irwin et Luis Alberto Buttó, « “Bolivarianismos” y Fuerza Armada en Venezuela. Los bolivarianismos en la mirada de las ciencias sociales », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, n° 6, 2006, disponible sur <<http://nuevomundo.revues.org/document1320.html>>. F. Langue, « La Independencia de Venezuela... », art. cité.

40. Marcos Novaro, « Los populismos latinoamericanos transfigurados », *Nueva Sociedad*, n° 144, 1996, p. 90-103, disponible sur <www.nuso.org/upload/articulos/2517_1.pdf>. Elías Pino Iturrieta, *El divino Bolívar. Ensayo sobre una religión republicana*, Madrid, Ediciones de la Catarata, 2003, p. 26-27, et « La guerra de la memoria », *El Universal*, 26 septembre 2010, disponible sur <www.noticierodigital.com/forum/viewtopic.php?t=578631&view=next&sid=705f71de9d900f4efcfcee5770074da5> ; F. Langue, « De panteones cívicos e imaginarios políticos... », art. cité.

41. Alejandro Groppo, *Los dos príncipes. Juan D. Perón y Getulio Vargas. Un estudio comparado del populismo latinoamericano*, Villa María, Eduvim, 2009.

42. Marc Ferro, *Le ressentiment dans l'histoire*, Paris, Odile Jacob, 2007, p. 14. Prologue de Plinio Apuleyo Mendoza à Carlos Rangel, *Del buen salvaje al buen revolucionario. Mitos y realidades de América Latina*, Madrid, Gota/Fundación Faes, 2007 (1976), p. 13-24. F. Langue, « “Levántate Simón, que no es tiempo de morir”. Reinención del Libertador e historia oficial en Venezuela », art. cité, disponible sur <www-en.us.es/araucaria/nro25/nro25.htm>.

43. Elías Pino Iturrieta, *Nada sino un hombre. Los orígenes del personalismo en Venezuela*, Caracas, Editorial Alfa, 2007, p. 12-13. Hugo Vezzetti, « La memoria justa: política e historia en la Argentina del presente », dans Ernesto Bohoslavsky et al., *Problemas de historia reciente del Cono Sur*,

vol. I, UNGS-Prometo Libros, 2010, p. 81 et suiv. Fernando Coronil, *El Estado mágico. Naturaleza, dinero y modernidad en Venezuela*, Caracas, Éd. Nueva Sociedad, 2002, p. 429-437. Steve Stern, *Reckoning with Pinochet. The Memory Question in Democratic Chile 1989-2006*, Durham-Londres, Duke University Press, 2010, p. 377. Reinhart Koselleck, *L'expérience de l'histoire*, Hautes Études-Gallimard-Le Seuil, 1997, p. 236-239. C. Malamud, *Populismos latinoamericanos. Los tópicos de ayer, de hoy y de siempre*, ouvr. cit., p. 272-276.

RÉSUMÉS

Souvent réduit à un concept galvaudé, le populisme demeure l'une des réalités politiques et sociales de ces dernières décennies. Renouvelé dans ses pratiques et dans ses représentations sur le continent latino-américain, il se présente comme un phénomène historique à la fois incontournable et extrêmement médiatisé, qui élève le « Peuple » au statut magnifié d'acteur majeur d'histoires nationales radicalement « révisées » à l'occasion des commémorations du bicentenaire des Indépendances. L'Argentine et le Venezuela se présentant comme des exemples d'inscription dans le long terme du discours et des pratiques populistes, cet article s'appuie sur ces « modèles historiques » afin de proposer une autre lecture plurielle du concept et prendre en considération deux des fondements actuels du genre : les figures du conflit (social, politique) et une écriture de l'histoire nationale fondée sur des mémoires concurrentes.

Often reduced to a hackneyed concept, populism remains one of the political and social realities of these last few decades. Renewed in its practices and its representations, especially in the Latin American continent, it seems to be both a major and extremely mediatized historic phenomenon. It brings up "People" to the glorified status of a major actor of national histories dramatically revised, owing to the over celebrated Bicentenary of Independences. Argentina and Venezuela appeared to be great examples of long term populist speech and populist practices as well. So this essay aims to refer to these "historical models" to propose an alternative plural reading of the concept and consider two of the current foundations of this kind of political regime: the modalities of conflict (social and political) and the way national histories focused on rival memories are to be written now.

INDEX

Keywords : Argentina, Venezuela, practices of democracy, populism, official history, memory

Mots-clés : Argentine, Venezuela, pratiques de la démocratie, populisme, histoire officielle, mémoire

AUTEURS

FRÉDÉRIQUE LANGUE

Mascipo/EHESS-CNRS

Frédérique Langue est directrice de recherche (CNRS), spécialiste d'histoire des représentations

dans les Amériques, histoire sociale et culturelle du Venezuela (XVIII^e-XXI^e siècles) et histoire du temps présent et écriture de l'histoire dans les mondes ibériques. L'un de ses derniers ouvrages parus sur ce thème en français est *Entre mémoire collective et histoire officielle : conflits et sensibilités dans l'histoire des temps présents (mondes ibériques)*, Rennes, PUR, 2009 (coord. avec L. Capdevila). Elle est également membre de la direction éditoriale de la revue *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*.

EDGARDO MANERO

Mascipo/EHESS-CNRS

Edgardo Manero est chargé de recherche 1 (CNRS). Au croisement de la sociohistoire et de la théorie politique, ses recherches portent sur les relations internationales ainsi que sur la pensée politique latino-américaine contemporaine. Principaux thèmes de recherche : transformations dans la pensée stratégique, conflits, violence d'État et infra-étatique, sécurité et défense en Amérique latine, politique étrangère des États-Unis en Amérique latine — tout particulièrement leur projection militaire —, enjeux territoriaux et frontaliers, identités et altérités, nationalismes et populismes latino-américains. L'une de ses dernières publications parues est *Nacionalismo(s), Política y Guerras en la Argentina plebeya (1945-1989)*, UNSAM Editora, Buenos Aires, 2013.